

Brèves macroéconomiques d'Afrique australe

Faits saillants – Semaine du 13 au 20 juillet 2018

- Afrique australe : Progression du stock des réserves de change des économies africaines de 6,3 % en 2017
- Afrique du Sud : Maintien du taux directeur à 6,5 % et modification des prévisions de croissance
- Afrique du Sud : Hausse de l'inflation à +4,6 % en g.a en juin
- Angola : L'Angola en négociation pour un financement de 500 M USD
- Botswana : Baisse de l'inflation à +3,1 % en g.a en juin
- Namibie : La Namibie obtient un prêt de 218 millions USD de la Banque africaine de développement
- Zambie : Une équipe du FMI est attendue en Zambie la semaine prochaine

Région

Evolution nominale des taux de change contre l'USD :

	Taux de change Pour 1 USD le 20 juillet	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	13,5 ZAR	-1,3	+2,3	-3,6	-8,1
Angola	254,8 AOA	-0,3	-4,0	-34,9	-34,9
Botswana	10,4 BWP	-0,7	+0,2	-2,0	-5,0
Mozambique	58,4 MZN	-0,3	+1,6	+4,5	+1,0
Zambie	9,9 ZMW	-0,2	+0,9	-11,0	+1,4

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

Afrique australe

Progression du stock des réserves de change des économies africaines de 6,3 % en 2017 (Afreximbank)

Selon le document, le stock des réserves de change de l'Afrique s'est établi, en 2017, à 421,53 Mds USD, en hausse par rapport aux 396,3 Mds USD observés en 2016. Cette performance traduit une inversion de la courbe des réserves de change du continent, qui allait en décroissant, avec notamment une contraction d'environ 9,4 %, enregistrée l'année précédente. Cette performance serait principalement due à la reprise soutenue des cours des matières premières, qui ont également induit une hausse des recettes d'exportations. Le secteur pétrolier serait le principal moteur de cette reprise, avec près de 45 % des recettes d'exportations du continent.

Révision à la hausse des prévisions de croissance à +3,8 % en 2019 (FMI)

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé légèrement ses prévisions de croissance pour l'Afrique subsaharienne en 2019 à 3,8 % contre 3,7 % lors de sa précédente estimation datant du mois d'avril dernier. Le relèvement des prévisions de croissance pour 2019 s'explique essentiellement par la «hausse des prix des matières premières» et «l'amélioration des perspectives économiques» au Nigeria. Le FMI a par ailleurs maintenu ses prévisions de croissance pour l'Afrique du Sud, à 1,5% en 2018 et 1,7% en 2019.

Investissement de 10 M USD par la Banque africaine de développement pour soutenir les PME africaines

Ce financement devrait être directement injecté dans le Fonds africain de garantie (AGF), spécialisé dans le financement des PME sur le continent africain. Ainsi, grâce à ce nouvel investissement, la BAD espère renforcer la capacité de prêt de l'AGF. Aussi, l'institution panafricaine espère par-là «aider à élargir et à approfondir les systèmes financiers domestiques en Afrique». Ceci devrait permettre de stimuler le développement des entreprises privées, à travers le continent, et de créer des emplois durables.

Afrique du Sud

Réduction de l'indice de confiance des ménages à +22 au deuxième trimestre de 2018 (BER)

Au deuxième trimestre de 2018, bien que l'indice de confiance des ménages ait diminué à +22 points (contre +26 au 1^{er} trimestre), il reste très élevé comparé à la réalité économique du marché sud-africain. Rappelons que l'enquête a été menée avant l'augmentation de la TVA et les ajustements sur le prix du carburant, et donc avant la sortie des chiffres du PIB témoignant d'un ralentissement au T1 2018. Deux des trois sous-indices montrent que les consommateurs demeurent optimistes quant aux perspectives économiques et à leurs finances au cours des douze prochains mois. Cependant, une détérioration marquée a été enregistrée dans l'évaluation de la capacité présente d'acheter des biens durables.

Hausse de l'inflation à +4,6 % en g.a en juin (Banque centrale)

Au mois de juin, le taux d'inflation s'est élevé à +4,6 % en g.a, après +4,4 % en mai dernier. La Banque centrale explique cette augmentation par une hausse dans les catégories du « transport » (+7,9 % en g.a), du « logement » (+4,1 %) et des « biens et services divers » (+6,2 %) qui ont chacune contribué à hauteur d'un point de pourcentage. En rythme mensuel, l'inflation a progressé de +0,4 %, principalement en raison de l'augmentation des prix du carburant (+4,3 % g.m en juin). Le consensus de marché attend une hausse de l'inflation sur les prochains mois, notamment en raison de l'augmentation de la TVA, des prix du pétrole et de la dépréciation du rand, mais celle-ci ne devrait pas dépasser la cible de 6 % établie par la Banque centrale.

Augmentation de la progression des ventes de détail à +1,9 % en g.a en mai (Autorités)

En mai, les ventes de détail ont progressé de 1,9 % en g.a, soit au-dessus des +0,5 % observés en avril dernier et au consensus de marché (établi à +0,7 %). Les catégories des « autres détaillants » et du « textile et de l'habillement » ont contribué positivement à la croissance, avec une baisse respective de +9,7 % et 4,1 % en g.a. En rythme mensuel, les ventes de détail ont augmentées de 1,1 %.

Maintien du taux directeur à 6,5 % et modification des prévisions de croissance (Banque centrale)

Le 19 juillet, la Banque centrale a décidé de maintenir le taux directeur à 6,5 % (abaissé de 25 pdb en mars dernier), l'inflation pouvant repartir à la hausse en raison de la volatilité du dollar américain et des prix du pétrole. Concernant les hypothèses macroéconomiques, la modification majeure a été la révision à la baisse de la prévision de croissance pour 2018. Ramenée à 1,2 %, cette décision a été justifiée par la contraction de 2,2 % du PIB au T1 2018, due à un investissement limité, à la baisse de la consommation des ménages et à la faible croissance de l'emploi. En parallèle, les prévisions d'inflations pour 2019 et 2020 ont été rehaussées, suggérant une augmentation possible du taux directeur à moyen terme.

	2017	2018 (P)	2019 (P)	2020 (P)
Taux d'inflation (moyenne annuelle, %)	5,3	4,8 (-0,1)	5,6 (+0,4)	5,4 (+0,2)
Taux de croissance du PIB (%)	1,3	1,2 (-0,5)	1,9 (+0,2)	2,0 (=)

Source : SARB - entre parenthèses la différence avec les prévisions du mois de mars

Angola

9 banques angolaises vont nécessiter des injections de capital pour respecter les nouvelles normes de la Banque centrale

La Banque Nationale d'Angola a triplé, en début d'année, le montant minimal légal du capital social et des fonds propres des banques pour opérer en Angola (établi à 7,5 Mds AOA équivalant à 25 M EUR). Sur les 29 banques actives dans le pays, 19 vont devoir procéder à des ajustements pour se mettre en conformité avec ces nouvelles normes avant fin 2018. Si 10 banques pourront le faire en incorporant leurs réserves, 9 autres vont devoir procéder à des injections de capital à hauteur de 50 Mds AOA (environs 170 M EUR).

Les ventes de devises par la Banque centrale angolaise reculent de 26,6% au T1 2018

Les ventes de devises de la Banque Nationale d'Angola pour les banques commerciales ont chuté de 26,6% entre le T1 2017 et le T1 2018, pour atteindre 5,6 Mdd USD contre 7,6 Mdd USD l'an passé. Cette situation est notamment due à la nécessité de préserver les réserves de change dans un contexte où le Kwanza est encore surévalué.

L'Angola en négociation pour un financement de 500 M USD

L'Angola aurait amorcé des négociations pour un financement supplémentaire de 500 M USD après son Eurobond du mois de mai. Ce nouvel emprunt présenterait des taux d'intérêts aux alentours de 9,03% avec une maturité à 2048.

Botswana

Baisse de l'inflation à +3,1 % en g.a en juin (Banque centrale)

L'inflation globale a baissé de 0,2 point de pourcentage à 3,1 % g.a en juin, contre 3,3 % en mai dernier. L'inflation moyenne sur le premier semestre s'est établie à 3,2 %, comparativement à 3,1 % à la même période l'an dernier. La légère hausse du taux d'une année sur l'autre est principalement attribuable à la hausse des prix des transports, qui est passée de -0,4 % en juin 2017 à 3,9 % en juin 2018. Il n'y a pas eu de changement dans le taux mensuel.

Eswatini

L'Eswatini est à nouveau éligible aux exemptions prévues dans le cadre de l'African Growth Opportunity Act sur les produits textiles.

Ce visa, applicable depuis le 3 juillet 2018, permettra au pays de bénéficier d'exemptions fiscales dans ses exportations de textiles et vêtement vers les États-Unis.

Namibie

La Namibie obtient un prêt de 218 millions USD de la Banque africaine de développement

La Namibie a obtenu un prêt de 218 M USD de la Banque africaine de développement, la deuxième tranche d'un prêt de développement d'un quart de milliard de dollars pour aider le pays à financer son déficit budgétaire, a annoncé jeudi le ministère des Finances. Pour rappel, le PIB namibien s'est contractée au cours des deux derniers trimestres de 2017 et de 0,1 % au premier trimestre de 2018. Sa cote de crédit a été réduite à un sous-investissement par *Fitch* à la fin de l'année dernière.

Collecte de N\$50 millions de recettes fiscales grâce à l'enregistrement de nouvelles TPE & PME

Faisant suite à la récente annonce du ministre des Finances Calle Schlettwein de taxer les commerces de rue, le ministère concerné a enregistré 250 nouvelles entreprises dans ses registres. Les recettes conséquentes à ces enregistrements conduiront à un apport de N\$50 millions aux recettes fiscales. M. Schlettwein a rappelé à tous les acteurs namibiens l'importance de contribuer au développement de l'économie. Dans cette mesure, les commerces générant plus de N\$500 000 de chiffre d'affaires et les individus touchant plus de N\$50 000 par an sont soumis à l'impôt sur leurs activités.

En 2017, la Namibie est devenue le 2e contributeur au commerce intra-africain (Afreximbank)

Selon le document, la Namibie aurait enregistré en 2017 un volume d'échanges commerciaux intra-africain à 7,16 Mds USD contre 6,99 Mds USD pour le Nigéria. Cette performance qui représente une hausse de 12,7 % par rapport à l'année 2016, serait principalement due à l'industrie des minéraux précieux qui a enregistré une croissance dans la vente de diamants bruts, à 15% en 2017.

Zambie

Une équipe du FMI est attendue en Zambie la semaine prochaine

Une équipe du FMI devrait se rendre en Zambie dans le cadre de son processus de consultation pour évaluer les conditions macroéconomiques du pays. Cette visite, bien que routinière, n'implique en aucun cas la signature d'un programme. Cependant, il est probable que l'évaluation de la soutenabilité de la dette récemment présentée par le

ministère des Finances soit un sujet d'actualité. Dans cette optique, la Zambie partagera avec le FMI des données sur les mesures d'austérité prévues afin de recueillir ses commentaires sur leur pertinence pour l'amélioration du cadre macroéconomique. Pour rappel, le fonds a rejeté en février les plans d'emprunt de la Zambie, affirmant qu'ils risquaient de menacer la soutenabilité de la dette.

Octroi d'un financement de 50 M USD par la Banque africaine de développement (BAD)

La Banque africaine de développement (BAD) a octroyé un financement de 50 M USD à la Zambie pour accompagner le processus de diversification de son mix énergétique très dépendant de l'hydroélectricité. Les sécheresses auxquelles fait face le pays, entraîne un déficit énergétique qui s'élève en moyenne, à 400 MW. Le pack de financement dans le cadre duquel a été alloué ce financement, a pour objectif de soutenir la mise en place de centrales d'une capacité totale de 100 MW. La BAD bénéficiera sur ce projet, de l'appui financier du Fonds vert climat (GCF). Ce dernier a d'ailleurs dégagé 52,5 M USD pour l'initiative.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Rédigées par : Mathilde LIMBERGERE

Revues par : Pascal CARRERE